

République Française



Département de la
Seine-Maritime

Le 25 Janvier 2016

Information n°1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20160128-M_D262501_info1-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/01/2016

Publication : 28/01/2016

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le 26 Janvier 2016

L'an deux mille seize, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **05 Janvier 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Emmanuel DELINEAU, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Juliette LOZACH, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nordine HASSINI, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusés ayant donné pouvoir :

Patricia DUVAL (Pouvoir à Gérard DELAHAYS), Virginie LAMBERT (Pouvoir à Gilbert FOURNIER), Frédéric PATROIS (Pouvoir à Laurent GILLE).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 25 JANVIER 2016

INFORMATION : n° 1

OBJET : Information aux Conseillers Municipaux sur l'utilisation par Monsieur le Maire de la délégation de signature accordée par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Lors de notre Conseil Municipal du 14 avril 2014, vous m'avez autorisé à utiliser, selon l'article L 2122-22-4 du Nouveau Code des Collectivités Territoriales, des délégations de signature notamment à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite du montant prévu par l'article 26 du Code des Marchés Publics" (seuil modifié périodiquement en fonction du calcul réalisé par la commission européenne.)

Aussi, dans le cadre de cette délégation, j'ai l'honneur de vous informer de la signature des contrats et marchés suivants :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Reprises de concessions dans les cimetières communaux (DE1601I1 1M)

A la suite d'une consultation organisée le 9 octobre 2015, il a été décidé d'attribuer le marché des reprises de concessions dans les cimetières communaux Brisgaret et Rébultot de la Ville de Montivilliers à la société OGF SA (31 rue de Cambrai – 75946 PARIS Cédex 19).

Ce marché est passé sous forme de marché à bons de commande pour une durée ferme de 4 années, à compter du 1/1/2016. Les commandes annuelles sont susceptibles de varier de la façon suivante :

Mini HT : 15.000 €/maxi HT : 60.000 €

Imputation budgétaire : 2135-026

2) Vidéo Protection Urbaine – Extension du système existant (DE1601I1 2M)

Considérant la nécessité d'étendre le système existant de Vidéo Protection Urbaine de la Ville de Montivilliers et suite à la consultation organisée le 9 octobre 2015, il a été décidé d'attribuer le marché à la société S2F (27 rue Gabriel Péri – 76600 Le Havre) pour un montant d'acquisition de 43.265,00 € HT et un montant de maintenance annuelle de 1.530,00 € HT.

Imputation budgétaire : 2315-112

La période de préparation des travaux a démarré dès le 21 décembre 2015 pour une durée de 4 semaines afin de commencer les travaux à compter du 18 janvier 2016 pour une période de 6 semaines.

3) Maintenance des installations de chauffage des bâtiments communaux – avenant n°2 (DE160111 3M)

Dans le cadre du contrat de maintenance des installations de chauffage des bâtiments communaux signé avec la société CRAM (203 rue Dédidoff – 76600 Le Havre) et notifié le 17 juillet 2014, il est aujourd'hui nécessaire d'apporter quelques modifications aux prestations de base.

Un avenant est signé avec la CRAM pour y apporter les modifications suivantes :

1) Renégociation des cibles de consommation et du poste P1 (fourniture du combustible).

Au vu des résultats des consommations de la saison 2014/2015 et conformément à l'article III – 3 du CCTP, il est convenu de modifier les engagements de consommation ainsi que la facturation du poste combustible (P1) en fonction du tableau ci-joint en annexe 1.

Il est à noter que les travaux d'amélioration des installations de chauffage réalisés à l'automne 2014, conjugués à un suivi précis d'exploitation, ont permis un gain par la ville de 4.158 € d'intéressement applicable sur la saison 2014/2015 auquel s'ajoute une baisse du poste combustible de 21.127,64 € HT applicable à partir de la saison actuelle.

2) Précision sur l'article III-4-4 du CCTP « Calcul du prix de l'intéressement ».

L'intéressement sera réalisé site par site :

Article actuel :

1^{er} cas :

Si la quantité de combustible NC est inférieure au seuil des économies N'B, le Titulaire bénéficie de la moitié de l'économie réalisée en deçà de ce seuil ; l'intéressement (I) est donc égal à :

$$I = -\frac{1}{2} \times (N'B - NC) \times k$$

Si NC est inférieur à 0,8 x N'B : $I = -\frac{1}{2} \times (N'B - 0,8 \times N'B) \times k$

2^{ème} cas :

Si la quantité de combustible NC est supérieure au seuil des excès N'B, le Titulaire prend à sa charge la moitié du dépassement de ce seuil ; l'intéressement (I) est donc égal à :

$$I = \frac{1}{2} \times (NC - N'B) \times k$$

Si NC est supérieur à 1,2 x N'B : $I = \frac{1}{2} \times (1,2 \times N'B - N'B) \times k$

Article modifié :

1^{er} cas :

Si la quantité de combustible NC est comprise entre N'B et 0,8 N'B, alors le Titulaire bénéficie de la moitié de l'économie réalisée, l'intéressement (I) est donc égal à :

$$I = -\frac{1}{2} \times (N'B - NC) \times k$$

Si NC est inférieur à $0,8 \times N'B$: $I = -\frac{1}{2} \times (N'B - 0,8 \times N'B) \times k$

2me cas :

Si la quantité de combustible NC est comprise entre $N'B$ et $1,2 N'B$ alors le Titulaire prend à sa charge la moitié du dépassement. L'intéressement (I) est donc égal à :

$$I = \frac{1}{2} \times (NC - N'B) \times k$$

Si NC est supérieur à $1,2 \times N'B$: $I = \frac{1}{2} \times (1,2 \times N'B - N'B) \times k$

3) Intégration des services techniques

Suite à la construction des nouveaux locaux des services techniques, il convient d'intégrer les nouvelles installations thermiques de ce site au contrat de chauffage des bâtiments communaux à la date du 01/07/2015, selon les paramètres suivants (valeurs établies aux conditions économiques du marché de base) :

- Services techniques (bureaux et locaux des personnels) :
 - o Marché de type CP (Combustible Prestation)
 - Montant du poste P2 (entretien courant) : 3.000 € HT/an
 - Montant P3 (garantie totale) : 928 € HT/an (hors panneaux solaires).
- Services techniques (logement) :
 - o Marché de type PF (Prestation Forfait)
 - Montant du poste P2 (entretien courant) : 144,20 € HT/an.
 - Montant P3 (garantie totale) : 65 € HT/an.

La cible de consommations NB sera déterminée après une année de fonctionnement sur la base des consommations réelles.

4) Régime de chauffe des établissements scolaires

Suite à la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, il est nécessaire d'adapter les régimes de chauffe contractuels pour les écoles comme suit :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Anciens horaires	7h45-18h	7h45-18h	/	7h45-18h	7h45-18h	8h30-11h30
Nouveaux horaires	7h45-18h	7h45-18h	8h30-11h30	7h45-18h	7h45-18h	/

Imputations budgétaires :

- *Renégociation des cibles et du poste P1 (fourniture du combustible) : 60613 – toutes fonctions selon les bâtiments concernés/*
- *Services techniques (bureaux et locaux personnels) : P2 : 61561-0202 / P3 : 2135-01*
- *Services techniques (logement) : P2 : 61561-71 / P3 : 2135-01*
- **Contrôle de sécurité dans les Etablissements Recevant du Public – Contrôle des Equipements et Engins de Travail (DE1601I1 4M)**

Considérant la nécessité de réaliser des contrôles de sécurité dans les Etablissements Recevant du Public et le contrôle des Equipements et Engins de Travail de la Ville de Montivilliers, il a été décidé d'attribuer, suite à la consultation organisée le 3 novembre 2015, le marché à la société DEKRA Industrial SAS (300 boulevard Jules Durand – 76600 Le Havre) pour un montant global pour les 4 années de contrôles périodiques réglementaires pour les bâtiments municipaux de la ville de Montivilliers et pour les résidences pour Personnes Agées dépendant du CCAS de 42.968,00 € HT.

Imputation budgétaire : 6156-01

Le présent marché est passé pour une durée de 1 an, à compter du 1^{er} janvier 2016, renouvelable par tacite reconduction chaque année, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur. Sa durée totale ne pourra excéder 4 années.

Le Conseil Municipal prend acte de cette information.

Le Maire,